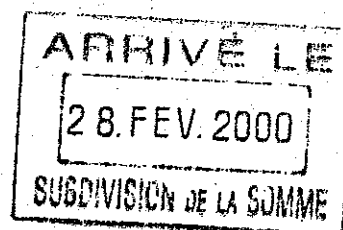


R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

P R E F E C T U R E D E L A S O M M E

Installations classées
pour la protection de l'environnement
Communes de CONTOIRE-HAMEL,
HARGICOURT et PIERREPONT-SUR-AVRE
S.A. "OTOR PICARDIE"

Usine de fabrication de papier et carton ondulé



A R R E T E du 21 février 2000

Le Préfet de la Région Picardie
Préfet de la Somme
Chevalier de la légion d'Honneur

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

Vu la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;

Vu le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;

Vu la nomenclature des installations classées modifiée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1983 modifié les 28 mars 1991 et 27 mai 1999 autorisant la S.A. "MINGUET ET THOMAS - OTOR GROUPE", siège social à PIERREPONT-SUR-AVRE (80500), à exploiter une usine de fabrication de papier et carton ondulé sur le territoire des communes de CONTOIRE-HAMEL, parcelles cadastrées sections AB n° 38 à 42, 48, 52, AC n° 36, 58, 152, 154, ZD n° 38, 181, ZE n° 116, 119, 120, 138, 141, 142, et d'HARGICOURT, parcelles cadastrées sections AD n° 15, 16, 18, 41, 72, 84, 85 ;

Vu la demande présentée le 24 novembre 1998 et complétée les 23 décembre, 2 et 12 février suivants par la S.A. "OTOR PICARDIE" en vue :

- d'obtenir l'autorisation de procéder à l'extension de l'usine susvisée afin de porter les capacités de production annuelles à 70 000 tonnes de papier et 100 000 tonnes de carton, ainsi que d'étendre, de modifier et de déplacer les dépôts de papier et de palettes ;
- d'être agréée pour la valorisation matière de 100 000 tonnes de papiers cartons usagés pour la fabrication de papiers et de cartons ;

Vu le dossier produit à l'appui de cette demande ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 février 1999 portant mise à l'enquête publique de cette demande ;

Vu le dossier de l'enquête publique ouverte du lundi 8 mars 1999 au vendredi 9 avril 1999 à 12 heures ;

Vu le rapport du commissaire-enquêteur ;

Vu l'avis du Directeur du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile du 18 février 1999 ;

Vu l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Somme du 8 mars 1999 ;

Vu l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la S.A. "OTOR PICARDIE" en date du 8 mars 1999 ;

Vu l'avis du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de la Somme du 26 avril 1999 ;

Vu l'avis du guichet unique de l'eau du 7 juin 1999 ;

Vu l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement de la Somme du 7 juin 1999 ;

Vu la délibération du conseil municipal du PLESSIER-ROZAINVILLERS en date du 18 mars 1999 ;

Vu la délibération du conseil municipal de MOREUIL en date du 2 avril 1999 ;

Vu la délibération du conseil municipal de CONTOIRE-HAMEL en date du 6 avril 1999 ;

Vu l'avis du Sous-Préfet de MONTDIDIER en date du 6 juillet 1999 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 28 juin 1999 et les propositions du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Picardie en date du 30 juin 1999 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de la Somme du 12 juillet 1999 ;

Vu les rapports de l'inspecteur des installations classées en date des 21 octobre 1999 et 25 janvier 2000 ;

Vu l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Somme en date du 10 janvier 2000 ;

Vu l'accord donné le 16 février 2000 par la S.A. "OTOR PICARDIE" ;

Considérant que la délivrance de l'autorisation d'exploiter des dépôts de vieux papiers et de palettes ainsi que les stockages de bobines au Nord du bâtiment cartonnerie et le bâtiment de stockage de produits finis au sud de la cartonnerie nécessite, en application de l'article 3 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, l'éloignement des dites installations de certaines zones définies dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers ;

Considérant qu'il convient, conformément à l'article 6 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, d'imposer toutes les conditions d'installation et d'exploitation de l'établissement prenant en compte les observations et avis émis lors des enquêtes publique et auprès des services administratifs de nature à assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 modifiée susvisée et notamment la commodité du voisinage, la santé et la salubrité publique ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

- A R R E T E -

Article 1^{er} : Sous réserve du droit des tiers et du strict respect des conditions et prescriptions fixées ci-après ainsi que de la prise en compte dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers des conditions d'éloignement précisées à l'article III.1.1, en application de l'article 3 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, la S.A. "OTOR PICARDIE", siège social à CONTOIRE-HAMEL (80500), est :

- autorisée à exploiter sur le territoire des communes de CONTOIRE-HAMEL, parcelles cadastrées sections AB n° 38 à 42, 48, 52, AC n° 36, 58, 152, 154, ZD n° 38, 181, ZE n° 116, 119, 120, 138, 141, 142, d'HARGICOURT, parcelles cadastrées sections AD n° 15, 16, 18, 41, 72, 84, 85 et de PIERREPONT-SUR-AVRE, parcelles cadastrées section AC n° 152, 154 et 156, une usine de fabrication de papier d'une capacité de production de 70 000 tonnes/an utilisant des vieux papiers comme matière première, de fabrication et d'impression de carton d'une capacité de production de 100 000 tonnes/an, de transformation du carton en emballages ainsi que des activités et dépôts annexes ;
- agréée pour l'activité de valorisation matière de 100 000 tonnes/an de papiers et cartons usagés composés en majeure partie de déchets d'emballages industriels pour la fabrication de papier et de carton ondulé.

Article 2 : Notification et publicité

Un extrait du présent arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois aux mairies de CONTOIRE-HAMEL, HARGICOURT et PIERREPONT-SUR-AVRE, par les soins des Maires, ainsi qu'en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une copie du même arrêté sera par ailleurs déposée aux mairies de CONTOIRE-HAMEL, HARGICOURT et PIERREPONT-SUR-AVRE pour être tenue à la disposition du public.

Procès verbal de l'accomplissement des mesures de publicité lui incombant sera dressé par les soins des Maires précités.

Un avis rappelant la délivrance du présent arrêté et indiquant où les prescriptions imposées à l'installation peuvent être consultées sera, par ailleurs, inséré par les soins du Préfet, aux frais de l'exploitant, dans "Le Courrier Picard" et "Picardie La Gazette".

Article 3 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif d'AMIENS dans les conditions prévues à l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de MONTDIDIER, les Maires de CONTOIRE-HAMEL, HARGICOURT et PIERREPONT-SUR-AVRE, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Picardie et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.A. "OTOR PICARDIE" et dont une ampliation sera adressée aux :

- ⇒ Directeur Départemental de l'Equipement de la Somme ;
- ⇒ Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme ;
- ⇒ Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Somme ;
- ⇒ Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de la Somme ;
- ⇒ Directeur du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile ;
- ⇒ Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Somme ;
- ⇒ Chef du Service de l'Architecture et Patrimoine de la Somme ;
- ⇒ Directeur Régional de l'Environnement de Picardie.

Amiens, le 21 février 2000

Pour le Préfet et par délégation :
Le Secrétaire Général,

Signé : Claude SERRA

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES
POUR AMPLIATION**

Pour le Préfet et par délégation :
L'Attaché, Chef de Bureau,

Marc COTTEAUX

TITRE I - ACTIVITÉS AUTORISÉES

★	Rubriques	Capacité totale	★★	Libellé simplifié tiré de la nomenclature	Détail des installations ou activités
E	1510.1	8160 t	A	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t) Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50000 m³	Bâtiment cartonnerie après extension : ➤ Volume bâtiment : 253 992 m³ ➤ Cartons semis finis à proximité de l'onduleuse : 360 t ➤ bobines papier au Nord: 4900 t ➤ produits finis (au Sud) : 600 t Sud du bâtiment papeterie : ➤ Volume bâtiment : 61 500 m³ ➤ Stockage bobines papier : 1000 t
N	1530	31000 m³	A	Dépôts de papier, carton ou matériaux combustibles analogues la quantité stockée étant supérieure à 20 000 m³	2 dépôts isolés de 300 m : ➤ Dépôt vieux papiers : 13000 m³ ➤ Dépôts palettes : 18000 m³ Existants mais implantation modifiée
E	2430.2	220 t/j 70000 t/an	A	Préparation de pâte à papier 2. autres pâtes y compris désencrage vieux papiers	Préparation de la pâte à papier sans additifs chimiques dans deux pulpeurs de capacité totale de 220 t/j dont 150 t/j précédemment autorisés (sans désencrage).
E	2440	70000 t/an papier	A	Fabrication de papier, carton	Fabrication de papier (70 000 t/an) de classe 4 au titre de l'arrêté ministériel du 6 janvier 1994
E	2445.1	330 t/j 100000 t/an	A	Transformation du papier, carton, la capacité de production étant supérieure à 20 t/j	Fabrication de carton ondulé, la capacité de production future du site après extension sera de 100 000 t/an Capacité précédemment autorisée : 50000 t/an
SC	2910 A.1	32 MW	A	Combustion L'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 20 MW	Nouvelle chaufferie : 2 chaudières alimentées au fioul lourd n°2BTS de 16 MW (ou au gaz naturel) soit une chaufferie d'une puissance totale de 32 MW : « Ancienne chaufferie » : 1 chaudière de 10 MW au fuel lourd (dans l'attente de la mise en service industriel de la 2 ^{ème} chaudière de la nouvelle chaufferie

E	2450.2b	300 kg/j réel 150 kg/j équivalent	D	Impression ou atelier de reproduction graphique par flexographie sur tout support, la quantité d'encre consommées est comprise entre 50 et 200 kg/j (100 à 400 kg/j pour les encres sans solvants organiques).	Atelier de pré-impression flexographique utilisant exclusivement des encres à l'eau, la quantité d'encre utilisée chaque jour est égale à 300 kg ne contenant pas de solvants organiques lors de leur emploi
E	2920.2a	420 kW	D	Installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa	4 compresseurs d'air d'une puissance installée de 330 kW 1 compresseur d'air d'une puissance de 90 kW
SC	1220.3	30 t	D	Emploi ou stockage d'oxygène, la quantité totale sur le site étant supérieure à 21 t mais inférieure à 200 t	Utilisation de l'oxygène liquide pour la station d'épuration. La quantité maximale stockée est égale à 30 t.
SC	2260	135 kW	D	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage ... La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 40 kW mais inférieure à 200 kW	Utilisation de 3 broyeurs pour le déchiquetage des chutes de papiers et de cartons à valoriser en interne. La puissance installée totale est égale à 135 kW
SC	253	14 m ³ équivalent	D	Dépôt aérien de liquides inflammables de la catégorie de référence coef. 1 représentant une capacité nominale totale supérieure à 10 m ³ et inférieure ou égale à 100 m ³	Stockage de liquides inflammables : fuel lourd : 200 m ³ (Existant)
N	1414.3	Existence de l'installation	D	Gaz inflammables : installation de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils comportant des organes de sécurité	Remplissage des réservoirs des chariots
N	211	14 m ³	D	Gaz combustibles liquéfiés sous pression en réservoirs lorsque la capacité est comprise entre 12 et 120 m ³	Dépôt de GPL : 3 cuves de 4, 4 et 6 m ³

★ Situation : N = Nouveau - E = Etendu - R = Régularisation - SC = Sans changement

★★ Régime : A = Autorisation D = Déclaration

I.1 - Rythme de fonctionnement

L'établissement fonctionne en 3 postes par jour et à feu continu toute l'année (365 jours par an).

I.2 - Taxe unique

La présente autorisation donne lieu à la perception de la taxe unique.

TITRE II - CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION

II.1 - Conditions générales de l'arrêté préfectoral

Le présent arrêté ne saurait être opposable à l'Administration en cas de refus d'autorisation à un autre titre.

L'exploitant affiche en permanence, de façon visible et lisible, à l'entrée de l'établissement un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises.

Les prescriptions conditionnant l'autorisation s'appliquent également aux installations de l'établissement susvisé qui, bien que non classables au regard de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers et inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

Les installations sont conçues de manière à limiter les nuisances de toutes natures ainsi que les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective à la source et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées. Leur exploitation est conduite de manière à éviter de telles émissions dans l'environnement.

Indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées en cas d'inobservation des prescriptions conditionnant la présente autorisation, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article 23 de la loi n° 76-663.

II.2 - Conformité au dossier

Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des règlements en vigueur.

II.3 - Modifications

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation utiles. L'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'établissement, lorsqu'il existe, est également joint.

II.4 - Déclaration des accidents et incidents

L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi n° 76-663.

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et les causes du phénomène, ses conséquences ainsi que les mesures prises pour y remédier ou en éviter le renouvellement.

II.5 - Prévention des dangers et nuisances

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

II.6 - Documents et registres

L'exploitant dispose en permanence des documents suivants :

→ dossier(s) de demande d'autorisation d'exploiter ;

- autorisation(s) d'exploiter et textes pris en application de la législation relative aux installations classées transmis par le Préfet du département, y compris les arrêtés types ;
- documents intéressant la sécurité également prévus par d'autres législations, notamment les rapports de contrôle des installations électriques et des appareils à pression ;
- plans :
 - ◆ de localisation des moyens d'intervention et de secours ;
 - ◆ des réseaux internes à l'établissement : eaux, électricité, gaz et fluides de toutes natures ;
 - ◆ de circulation des véhicules et engins au sein de l'entreprise ;
 - ◆ de situation des stockages de produits dangereux.
- consignes d'exploitation ;
- consignes de sécurité ;
- registres d'entretien et de vérification ;
- suivis :
 - ◆ des prélèvements d'eau ;
 - ◆ des moyens de traitement des divers rejets ;
 - ◆ des déchets (registres, déclarations trimestrielles, bordereaux de suivi de déchets industriels).
- documents relatifs à la gestion des déchets ;
- état des stocks, accompagné des fiches de données de sécurité du fournisseur ou de l'exploitant ;
- plan de secours.

L'ensemble de ces documents est tenu à disposition de l'inspection des installations classées, ou lui est transmis sur simple demande. Leur mise à jour est constamment assurée et datée.

Les documents relatifs à la situation des installations présentant de risques technologiques et aux moyens d'intervention sont tenus à la disposition permanente du service départemental d'incendie et de secours ainsi que du service départemental en charge de la sécurité civile.

II.7 - Insertion dans le paysage

Toutes dispositions sont prises par l'exploitant pour intégrer le site dans son environnement et limiter l'impact visuel des installations.

A cet effet :

- ⇒ des écrans de végétation sont implantés aux endroits sensibles pour atténuer l'impact visuel de l'usine et contribuer à son insertion dans le paysage et notamment :
 - une haie de thuyas, au Nord-Est, côté habitation
 - un écran d'espèces persistantes à taille basse, à l'Est, le long du CD 935
 - une bande boisée d'espèce locale au Nord-Ouest, le long de l'Avre pour séparer les bâtiments industriels des marais ;
- ⇒ les zones non bâties, ou non destinées à un quelconque usage, sont au moins végétalisées ;
- ⇒ les bâtiments, et leurs abords placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus propres et entretenus en permanence.

II.8 - Substitution

Les dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs, et notamment ceux en date des 4 octobre 1983 modifié le 28 mars 1991 et du 27 mai 1999 autorisant la fabrication et la transformation de 50000 t/an de papier - carton ainsi que l'implantation et l'exploitation d'une nouvelle chaufferie au fuel et au gaz, ainsi que les prescriptions générales jointes aux récépissés de déclaration antérieurs et notamment du 27 avril 1995, sont remplacées par celles du présent arrêté sous réserve de son article 7.

II.9 - Contrôle

L'inspection des installations classées peut, le cas échéant en utilisant les dispositions de l'article 13 de la loi n° 76-663, réaliser ou faire réaliser à tout moment, de manière inopinée ou non, des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols, ainsi que des mesures de niveaux sonores ou de vibrations.

Les frais de prélèvement, de mesure et d'analyse occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

Ces dispositions sont applicables à l'ensemble des installations de l'établissement.

II.10 - Transfert

Tout transfert de l'installation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

II.11 - Changement d'exploitant

En cas de changement d'exploitant, l'exploitant en fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

II.12 - Annulation - Déchéance - Abandon d'activité

La présente autorisation cesse de produire effet au cas où l'installation n'aurait pas été mise en service dans un délai de 3 ans après la notification du présent arrêté ou n'aurait pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

En cas de mise à l'arrêt définitif, l'exploitant en informe le Préfet au moins 6 mois avant la date d'arrêt prévue et adresse simultanément un dossier comprenant :

- le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ;
- un mémoire sur l'état du site avec l'indication des mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1^{er} de la loi n° 6-663.

Les mesures correspondantes comportent notamment en tant que de besoin :

- ⇒ l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site ;
- ⇒ la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- ⇒ l'insertion du site de l'installation dans son environnement ;
- ⇒ la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

II.13 - Réglementation générale / Arrêtés et circulaires ministériels

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

- ✦ Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.
- ✦ Arrêté du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines

- ✚ Arrêté du 9 novembre 1972 relatif à l'aménagement et l'exploitation de dépôts d'hydrocarbures liquides.
- ✚ Arrêté du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.
- ✚ Arrêté du 5 juillet 1977 relatif aux visites et examens approfondis périodiques des installations consommant de l'énergie thermique.
- ✚ Arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances.
- ✚ Arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées.
- ✚ Arrêté du 27 juin 1990 relatif à la limitation des rejets atmosphériques des grandes installations de combustion, et aux conditions d'évacuation des rejets des installations de combustion.
- ✚ Arrêté du 6 janvier 1994 relatif à l'industrie papetière.
- ✚ Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
- ✚ Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

II.14 - Prescriptions générales

Les installations, relevant du régime de la déclaration et dont la liste est reprise dans le tableau figurant au titre I, sont aménagées et exploitées conformément aux prescriptions générales applicables dont elles relèvent, sans préjudice des dispositions prévues dans le présent arrêté.

TITRE III -PRÉVENTION DES RISQUES

III.1 - Zones de protection

1.1 - Définition des zones de protection

Des zones de protection sont définies pour des raisons de sécurité autour :

- du dépôt de vieux papiers ;
- du dépôt de palettes ;
- du stockage de bobines au Nord du bâtiment cartonnerie ;
- du stockage de bobines au Sud du bâtiment papeterie ;
- du bâtiment de stockage de produits finis au Sud de la cartonnerie.

La zone de protection rapprochée (Z_1) est celle où il convient en pratique de ne pas augmenter le nombre de personnes présentes par de nouvelles implantations hors de l'activité engendrant cette zone, des activités connexes et industries mettant en œuvre des produits ou des procédés de nature voisine et à faible densité d'emploi.

Cette zone n'a pas vocation à la construction ou à l'installation d'autres locaux nouveaux habités ou occupés par des tiers ou de voies de circulation nouvelles autres que celles nécessaires à la desserte et à l'exploitation des installations industrielles.

Cette zone est définie par une distance d'éloignement précisée ci-après par rapport à la périphérie des installations précitées. Elle correspond à l'extension potentielle de la zone des effets létaux en cas d'accident grave affectant ces installations.

La zone de protection éloignée (Z_2) est celle où seule une augmentation aussi limitée que possible des personnes, liée à de nouvelles implantations peut être admise.

Cette zone n'a pas vocation à la construction ou à l'installation de nouveaux établissements recevant du public : immeubles de grande hauteur, aires de sport ou d'accueil du public sans structure, aires de camping ou de stationnement de caravanes, nouvelles voies à grande circulation dont le débit est supérieur à 2.000 véhicules par jour ou voies ferrées ouvertes à un trafic voyageurs.

Cette zone est définie par une distance d'éloignement précisée ci-après par rapport à la périphérie des installations précitées. Elle correspond à l'extension potentielle de la zone des effets significatifs en cas d'accident grave affectant ces installations.

	Z₁ en m	Z₂ en m
Dépôt de vieux papiers (2) ➤ côtés Nord et Sud ➤ côtés Est et Ouest	22 m 19 m	22 m 19 m
Dépôt de palettes (1)	85 m	110 m
Zone de stockage de bobines au Nord du bâtiment cartonnerie (1)	72 m	90 m
Zone de stockage de bobines au SUD du bâtiment papeterie (1)	47 m	60 m
Bâtiment de stockage de produits finis au Sud de la cartonnerie (1)	25 m	50 m

(1) depuis le centre du stockage de la zone de dépôt ainsi que de part et d'autre de l'axe central parallèle au plus grand côté

(2) dans ce cas $Z_1 = Z_2$

Ces zones sont définies sans préjudice de l'application des règlements relatifs à l'urbanisme. Elles sont figurées sur le plan joint en annexe.

1.2 - Obligations de l'exploitant

Toutes dispositions de son ressort seront prises par l'exploitant pour respecter à l'intérieur de l'enceinte de son établissement les distances et les types d'occupation définis au présent article. En particulier, l'exploitant n'affectera pas les terrains situés dans l'enceinte de son établissement à des modes d'occupation contraires aux définitions précédentes.

L'exploitant transmettra au préfet les éléments nécessaires à l'actualisation des documents visés à l'article 3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977. Ces éléments porteront sur :

- les modifications notables susceptibles d'intervenir dans l'environnement de ses installations et notamment sur les changements d'occupation des sols dont il aura connaissance ;
- les projets de modifications de ses installations. Ces modifications pourront éventuellement entraîner une révision des zones de protection mentionnées précédemment.

III.2 - Prescriptions génériques

2.1 - Organisation de la prévention des risques

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents ou accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

2.2 - Règles de construction, d'aménagement et d'exploitation

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie ou d'un sinistre et doivent permettre une intervention en tout point des services de secours.

Les structures fermées permettent l'évacuation des fumées et gaz chauds afin de ne pas compromettre l'intervention des services de secours. L'ouverture des équipements de désenfumage nécessaires peut se faire manuellement par des commandes accessibles en toutes circonstances depuis le rez-de-chaussée et clairement identifiées.

Dans les locaux présentant des risques toxiques ou d'incendie, les portes s'ouvrent dans le sens de l'évacuation et disposent de système "anti-panique".

2.3 - Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes écrites indiquent notamment :

- ➔ l'interdiction d'apporter du feu dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- ➔ l'obligation de permis de travail et de feu ;
- ➔ les procédures d'urgence et de mise en sécurité des installations ;
- ➔ les mesures à prendre en cas de pollution accidentelle ;
- ➔ les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- ➔ la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone utiles ;
- ➔ les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, polluantes ou inflammables.

2.4 - Consignes d'exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles prévoient notamment :

- ↳ les modes opératoires ;
- ↳ la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- ↳ les instructions de maintenance et de nettoyage et la périodicité de ces opérations et les cosignatures nécessaires avant de réaliser ces travaux ;
- ↳ les moyens à mettre en œuvre en cas de pollution accidentelle ;
- ↳ la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone utiles ;
- ↳ le maintien dans les ateliers des quantités de matières nécessaires au bon fonctionnement des installations ;
- ↳ les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

Ces consignes sont affichées et visibles à proximité des installations concernées.

2.5 - Formation du personnel

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation sécurité de son personnel.

Une formation particulière est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des installations susceptibles en cas de dysfonctionnement de porter atteinte à la sécurité des personnes.

2.6 - Entretien

Les installations pouvant être à l'origine d'incident ou d'accident ainsi que les moyens de surveillance, de prévention, de protection et d'intervention font l'objet d'une maintenance garantissant leur efficacité et fiabilité.

Les opérations correspondantes sont programmées et effectuées sous la responsabilité de l'exploitant. Elles font l'objet d'une inscription sur un registre.

2.7 - Vérification

Toutes les vérifications concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité font l'objet d'une inscription sur un registre mentionnant :

- ♦ la date et la nature des vérifications ;
- ♦ la personne ou l'organisme chargé de la vérification ;
- ♦ le motif de la vérification ;
- ♦ les non-conformités constatées et les suites données à celles-ci.

2.8 - Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les zones de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées ou produites sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité des personnes ou le maintien en sécurité des installations.

L'exploitant détermine pour chacune de ces zones de l'établissement la nature du risque (incendie, atmosphère explosive ou toxique). Ces risques sont signalés et font l'objet d'un marquage.

Un plan de ces zones est tenu à jour et à disposition des services de secours ainsi que de l'inspection des installations classées.

2.9 - Permis de feu

Les travaux de réparation ou d'aménagement mettant en œuvre une flamme ou des appareils générateurs d'étincelles ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de travail et le cas échéant d'un permis de feu accompagnés d'une consigne particulière définissant les conditions de préparation, d'exécution des travaux et de remise en service des installations.

Ces permis et ces consignes sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne nommément désignée par lui-même. Les entreprises extérieures intervenant sur le chantier cosignent ces permis et consignes.

2.10 - Interdiction de fumer

L'interdiction de fumer ou d'introduire des points chauds dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion est affichée.

2.11 - Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

III.3 - Accès à l'établissement, admission et circulation

3.1 - Accès

Afin de permettre en toutes circonstances l'intervention des services de secours, l'établissement dispose au moins de deux accès.

Les accès de l'établissement sont aménagés et signalés afin de ne pas perturber le trafic routier alentour.

Des panneaux « STOP » ou toute autre signalisation demandée par les services de la Direction départementale de l'Équipement sont implantés à la sortie de l'établissement.

Afin d'en interdire l'accès, le site est entouré d'une clôture efficace et résistante de 2 m de hauteur au moins.

Les bâtiments et les installations seront à l'usage strictement industriel et ne sont ni occupés, ni habités par des tiers.

Seules les personnes autorisées par l'exploitant, selon une procédure préalablement définie, sont admises dans l'enceinte de l'établissement.

3.2 - Voies de circulation

Les voies de circulation internes au site sont nettement délimitées, conçues et aménagées de manière à permettre une évolution aisée des véhicules, notamment de secours. Les voies utiles à l'intervention des véhicules de secours sont maintenues propres et dégagées.

Les installations sont accessibles en toutes circonstances.

Des aires de stationnement de capacité suffisante sont aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses. Une aire d'attente intérieure est notamment aménagée pour permettre le stationnement des véhicules durant les contrôles d'admission.

Ces aires ainsi que les voies de circulation disposent d'un revêtement étanche.

3.3 - Plan de circulation

Un plan de circulation est établi de manière à éviter les risques d'accident. L'exploitant porte ce plan à la connaissance des intéressés.

3.4 - Signalisation

La signalisation routière dans l'établissement est celle de la voie publique.

Une signalisation répondant aux dispositions réglementaires en vigueur est mise en place dans l'établissement. Elle concerne :

- les moyens de secours ;
- les stockages présentant des risques ;
- les locaux à risques ;
- les boutons d'arrêt d'urgence ;
- les diverses interdictions et zones dangereuses déterminées par l'exploitant.

Les stockages de produits dangereux comportent de façon visible la dénomination de leur contenu ainsi que les numéros et symboles de dangers correspondants.

III.4 - Matières stockées et mises en œuvre

4.1 - Risques incendie

L'exploitant prend toutes dispositions pour prévenir et détecter les risques d'incendie ainsi que pour limiter la propagation et l'extension des conséquences d'un tel sinistre.

4.2 - Matières incompatibles

Toutes dispositions sont prises dans la conception des installations afin d'éviter la mise en présence de matières incompatibles, susceptibles notamment de provoquer des réactions exothermiques, violentes ou de conduire à la formation de substances toxiques.

Ces dispositions concernent notamment les canalisations de fluides, les stockages ainsi que les rétentions associées.

4.3 - Transport, chargement et déchargement des matières

Les matières dites dangereuses sont celles visées par la réglementation pour le Transport des Matières Dangereuses.

Le chargement et le déchargement de ces matières se font en présence d'un personnel instruit sur la nature et les dangers des matières, les conditions de réception et de chargement, les autorisations nécessaires, la réglementation relative au transport des matières concernées et sur les interventions en cas d'incident survenant au cours des opérations de transfert et de transport.

Les voies et aires de stationnement desservant les postes de chargement ou de déchargement des matières seront disposées de façon à ce que l'évacuation des véhicules se fasse en marche avant avec un nombre de manœuvres limité.

L'exploitant vérifie lors des opérations de chargement des matières dangereuses que le conducteur du véhicule a une formation suffisante et possède les autorisations et titres de transport prévus par les réglementations en vigueur. Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant s'assure que les emballages et les modalités d'enlèvement et de transport sont adaptés et conformes aux réglementations en vigueur.

Les transferts de matières dangereuses ou polluantes à l'intérieur de l'établissement avec des réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours déterminés et font l'objet de consignes adaptées.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules contenant des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont étanches et conçues de manière à recueillir tout déversement accidentel.

4.4 - Stockages

Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- ➔ 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- ➔ 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- ⇒ dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- ⇒ dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention et son dispositif d'obturation, maintenu fermé, sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des liquides potentiellement contenus.

L'exploitant veille à ce que les capacités de rétention soient disponibles en permanence. En particulier, les eaux pluviales en sont évacuées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Les produits récupérés en cas d'accident doivent dans la mesure du possible être recyclés. A défaut, ils ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme des déchets.

Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Le stockage, le déplacement, la manipulation ou la mise en œuvre de produits dangereux, polluants ou de déchets, solides ou liquides, sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles et des eaux de ruissellement.

L'exploitant dispose des documents permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation.

4.5 - Réservoirs

L'étanchéité des réservoirs contenant des produits polluants ou dangereux est contrôlée périodiquement.

Ces réservoirs sont équipés d'une mesure de niveau. Toutes dispositions sont prises pour empêcher les débordements en cours de remplissage.

4.6 - Bassins de confinement

Toutes dispositions sont prises pour qu'en cas d'incendie, les eaux d'extinction et effluents susceptibles d'être pollués soient contenus dans des capacités de confinement.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ces bassins peuvent être actionnés en toutes circonstances.

Ils font l'objet de consignes explicites de mise en fermeture dès le déclenchement d'une alerte. La vidange éventuelle dans le milieu naturel ne pourra intervenir que dans les conditions prévues pour le rejet des eaux pluviales.

III.5 - Energie et fluides

5.1 - Installations électriques

Les installations électriques sont conformes à la réglementation et aux normes en vigueur, notamment dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives.

Ces zones figurent sur un plan tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les appareils et masses métalliques exposés à de telles atmosphères sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielle.

Un contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est réalisé annuellement par un organisme indépendant. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations sont protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants de circulation et sont conçues et réalisées de façon à résister aux contraintes extérieures de toutes natures.

5.2 - Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

5.3 - Canalisations de fluides

Les canalisations de fluides sont individualisées par des couleurs normalisées ou un système d'étiquetage d'efficacité équivalente permettant un repérage immédiat.

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou polluants sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits susceptibles d'être contenus. Elles sont entretenues et font l'objet d'examens périodiques. Sauf exception motivée, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Toutes dispositions sont prises afin de préserver l'intégrité des canalisations vis à vis des chocs et contraintes auxquelles elles sont susceptibles d'être exposées.

5.4 - Eclairage de sécurité

Un éclairage de sécurité balise les issues de secours ainsi que le cheminement vers celles-ci au moyen de dispositifs autonomes adaptés.

III.6 - Mise en sécurité des installations

6.1 - Systèmes de mise en sécurité

Les systèmes de contrôle et de mise en sécurité des installations sont indépendants des systèmes de conduite. Les modes communs de défaillance sont efficacement prévenus.

6.2 - Organes de manœuvre

Les organes de manœuvre importants pour la mise en sécurité des installations et pour la maîtrise d'un sinistre éventuel sont repérés et implantés de façon à rester manœuvrables en cas de sinistre. A défaut, ils font l'objet d'implantations redondantes et judicieusement réparties.

6.3 - Arrêt d'urgence

Les installations susceptibles de présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes peuvent être arrêtées en urgence et mises en sécurité en cas de nécessité.

6.4 - Utilités

La fourniture et la disponibilité des utilités concourant à l'arrêt d'urgence ou à la mise en sécurité des installations sont assurées en permanence.

Les organes principaux prennent automatiquement une position de sécurité en cas de perte d'énergie motrice.

III.7 - Incendie et Secours

7.1 - Moyens de secours

Le matériel de lutte contre l'incendie couvre l'ensemble des installations. Les moyens propres à chaque secteur sont dimensionnés selon la nature et l'importance du risque à défendre.

Les moyens de lutte et d'intervention contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur et comprennent au minimum :

- ♦ des extincteurs en nombre suffisant et appropriés aux risques à couvrir, répartis sur tout le site, bien visibles et toujours facilement accessibles conformément aux normes en vigueur,
- ♦ d'au moins 20 robinets d'incendie armés (RIA) protégés du gel. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées ; ils sont disposés sur un réseau alimenté à partir d'un système autonome de mise en œuvre et de refoulement d'eau sous 4 bars,
- ♦ une installation de détection et d'extinction automatique qui couvre l'ensemble des locaux et bâtiments de l'usine à l'exception de la chaufferie, de la partie humide de la papeterie et de la station d'épuration. Elle est découpée en au moins cinq zones et alimentée à partir d'une réserve spécifique de 670 m³ minimum. Les alarmes sont reportées au tableau de contrôle et de conduite de la machine à papier.
- ♦ un rideau d'eau sur la façade Nord-Est du bâtiment de l'onduleuse

7.2 - Réseau incendie

Les réseaux d'eau incendie (RIA et sprinkler) sont maillés et sectionnables par tronçon.

7.3 - Ressources en eau et moyens de prélèvement

Ils sont notamment constitués des éléments suivants :

- ⇒ la réserve sprinkler de 670 m³ minimum
- ⇒ le château d'eau soit 800 m³
- ⇒ la station d'épuration via son bassin de clarification (450 m³) et par l'intermédiaire d'un puisard de 2 m³ aménagé en aire d'aspiration à l'usage du service d'incendie et de secours
- ⇒ 2 poteaux d'incendie sur le réseau public (1 à l'extérieur et 1 à l'intérieur du site)
- ⇒ d'au moins 3 aires de pompage sur les berges de l'Avre, à l'usage des services d'incendie et de secours. Elles seront aménagées et disposées de manière :
 - ♦ à être accessibles au tout temps et à permettre la mise en œuvre aisée des motos pompes : surface minimale de 32 m² en pente douce (2%) pour l'évacuation de l'eau de refroidissement des moteurs
 - ♦ bordées du côté de la rivière par un dispositif de retenue des véhicules (talus...)
 - ♦ à ce que la hauteur d'aspiration soit au maximum de 6 m et que l'eau soit disponible en toutes saisons à au moins 120 m³ d'eau en 2 heures sur chacune des aires.

Le débit disponible et utilisable en toutes circonstances devra être au minimum de 360 m³ en 2 heures indépendamment du réseau d'extinction automatique.

L'eau provenant de réseaux devra être disponible sous une pression minimale de 1 bar à partir de poteaux ou de bouches de 100 mm normalisés piquées sur des canalisations d'un diamètre au moins équivalent.

7.4 - Equipement d'intervention individuelle

Des équipes d'intervention sont constituées en sein du personnel de l'établissement. Ces équipes sont formées et entraînées à cet effet.

Des équipements individuels d'intervention et de protection sont disponibles en cohérence avec le plan d'urgence prévu au point 25.2 ci-après.

7.5 - Balisage - Plan

A l'entrée du site et de l'accès obligé pour les services de secours et de lutte contre l'incendie sera affiché un plan permettant de repérer aisément l'implantation des ouvrages sur le site. Les bâtiments seront repérés par rapport au plan précité. Le plan sera orienté par rapport au lecteur.

7.6 - Accès

Une voie pompier, sur le demi-périmètre des bâtiments où sont stockés et mis en œuvre le papier et le carton doit permettre l'attaque d'un incendie de grande surface.

Des aires de mise en station des échelles sont aménagées en accord avec les services de secours et de lutte contre l'incendie qui répondent aux caractéristiques minimales suivantes :

- longueur supérieure ou égale à 10 m ;
- largeur supérieure ou égale à 4 m ;
- pente inférieure à 10% ;
- résistance au poinçonnement égale à 100 kN sur un diamètre de 20 cm.

III.8 - Plans de secours et information des populations

8.1 - Organisation des secours

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, l'évacuation du personnel et l'appel des secours extérieurs. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Les services de secours sont destinataires de ces consignes.

8.2 - Plan de secours

Un plan de secours est établi sous la responsabilité de l'exploitant après consultation du service départemental d'incendie et de secours. Il définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident, en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est consulté par l'industriel sur la teneur de ce plan.

Le plan est transmis au service départemental d'incendie et de secours ainsi qu'à l'inspection des installations classées. Il est mis à jour en tant que de besoin et notamment avant chaque modification notable.

Des exercices annuels de mise en œuvre du plan sont réalisés. Le service départemental d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées sont informés de ces exercices et destinataire d'un compte-rendu.

L'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard de ce plan d'urgence.

8.3 - Plan de Secours public

L'exploitant fournit au Préfet, sur sa demande, l'ensemble des éléments nécessaires à l'élaboration de ce plan de secours éventuel.

TITRE IV - PRÉVENTION DES POLLUTIONS

IV.1 - Principes de prévention

Les installations sont conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective, le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques ainsi que la réduction des quantités rejetées.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de ses installations afin de prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

L'exploitant recherche par tous les moyens, notamment à l'occasion d'opérations ou de remplacement de matériels, à limiter les émissions de polluants.

La dilution des rejets est interdite.

Le brûlage et l'incinération des déchets à l'air libre sont interdits.

IV.2 - Traitement des émissions et effluents

Des dispositifs de captation et de traitement efficaces des effluents atmosphériques ou aqueux sont installés et maintenus en permanence en bon état de fonctionnement.

Ces installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites définies par le présent arrêté, sont conçues afin de faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues afin de réduire et détecter les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. En cas d'indisponibilité momentanée de ces installations de traitement conduisant à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend dans les meilleurs délais techniques possibles les dispositions nécessaires pour respecter à nouveau ces valeurs, en réduisant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement sont mesurés périodiquement, le cas échéant en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les débourbeurs-déshuileurs font l'objet d'une maintenance au moins annuelle.

Les produits recueillis à l'occasion des opérations de maintenance des dispositifs de traitement sont considérés comme des déchets et sont traités et éliminés comme tels.

L'établissement dispose des réserves de produits ou matières consommables nécessaires à la prévention des pollutions et au bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Les points de rejets dans le milieu naturel des émissions de toutes natures de l'établissement sont en nombre aussi réduit que possible.

TITRE V - PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

V.1 - Prélèvements et consommation d'eau

1.1 - Consommation

Toutes dispositions dans la conception et l'exploitation des installations sont prises en vue de limiter la consommation d'eau de l'établissement. En particulier, la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

L'eau utilisée dans l'usine provient exclusivement du réseau public d'alimentation en eau potable et de la rivière « Avre ».

Les débits de prélèvement provenant du réseau public d'alimentation en eau potable sont réservés aux besoins sanitaires et à caractère domestique. Ils sont limités aux valeurs suivantes :

→ 5 m³/h ;

→ 50 m³/j.

Le prélèvement d'eau en rivière, destiné aux activités industrielles, est limité à :

↳ 100 m³/h

↳ 1 300 m³/j

↳ 40 000 m³/mois.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas la libre circulation des eaux.

1.2 - Protection du réseau d'alimentation en eau potable

Les travaux nécessaires à l'implantation des ouvrages de prélèvement et à leur entretien ne doivent pas créer de pollutions.

Le circuit des eaux industrielles et celui des eaux potables sont entièrement distincts, strictement repérés et clairement affichés.

Chaque ouvrage de prélèvement ou de raccordement au réseau public d'eau potable est équipé d'un clapet anti-retour ou de tout autre dispositif équivalent de disconnection. Ce dispositif est agréé et maintenu en bon état de fonctionnement. Il est installé et vérifié conformément aux dispositions en vigueur.

V.2 - Réseau de collecte et traitement des effluents

2.1 - Réseaux de collecte

Les différents effluents aqueux de l'établissement sont canalisés.

L'exploitant tient à jour un plan des circuits d'eaux faisant apparaître les points d'approvisionnement, les réseaux de collecte, les dispositifs d'épuration et les points de rejet en précisant le milieu récepteur. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, des services en charge de la police des eaux ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les réseaux de collecte séparent les eaux non polluées, en particulier pluviales, des autres catégories d'effluents (eaux de refroidissement, eaux résiduaires, eaux domestiques, eaux pluviales souillées).

Sont considérées comme résiduaires toutes eaux n'ayant pas conservé leur qualité chimique ou biologique d'origine de par leur emploi à des fins non domestiques, notamment eaux de procédé, de lavage des sols, des machines, des véhicules, purge des chaudières, eaux pluviales polluées, eaux d'extinction.

Les réseaux de collecte sont conçus et aménagés de façon à permettre leur curage.

Les collecteurs drainant des eaux potentiellement polluées par des liquides inflammables sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

2.2 - Milieu et points de rejet

L'établissement dispose de 2 points de rejet dans la rivière « Avre » localisés à :

- 40 m environ à l'amont de la limite Nord-Ouest de la partie de l'usine située sur la berge orientale de l'Avre pour le rejet des eaux résiduaires et pour l'évacuation des eaux pluviales dont les eaux de cours
- dans la partie Sud du site pour le rejet d'eaux pluviales des parkings notamment.

Il existe également 5 points de rejet le long de la cartonnerie strictement réservés à l'évacuation des eaux pluviales de descente de gouttières de ce bâtiment

Les dispositifs de rejet sont conçus de manière à réduire la perturbation apportée au milieu récepteur par les déversements. Ils sont aménagés afin de permettre la mesure du débit et la constitution d'échantillons représentatifs.

Ces dispositifs maintenus propres sont aisément accessibles pour les opérations de prélèvement et de mesures.

Un panneau indiquant le numéro et la nature de l'effluent est apposé de façon lisible à proximité de chaque émissaire.

2.3 - Rejet en nappe

Tout rejet direct ou indirect d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

2.4 - Epandage

Tout rejet d'effluents ou de boues par épandage est interdit.

V.3 - Qualité des rejets

3.1 - Principes généraux

Les effluents rejetés sont exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables, corrosives ou odorantes ;
- de produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que de matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages de collecte et de traitement.

De plus, les effluents rejetés ne doivent pas :

- ⇒ conduire à détruire la faune piscicole, nuire à sa nutrition, à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire ;
- ⇒ provoquer une coloration notable du milieu récepteur ou être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

Les effluents ne peuvent être rejetés que dans la mesure où ils satisfont aux valeurs limites définies par le présent arrêté.

3.2 - Eaux résiduaires

Les eaux résiduaires après traitement et avant rejet respectent les caractéristiques suivantes, pour un effluent non décanté :

- pH compris entre 5.5 et 8.5 (9.5 s'il y a neutralisation chimique) ;
- Température inférieure à 30°C ;
- Modification de couleur ne dépassant pas 100 mg Pt/l ;

Le rejet des eaux issues de la station d'épuration respecte les valeurs limites suivantes :

Débit maximal horaire (m ³ /h)	80
Débit maximal journalier (m ³ /j)	1 200

Paramètres (méthode de référence)	Concentration maximale instantanée (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
MES (NFT 90 105)	30	30
DBO ₅ (NFT 90 103)	48	45
DCO (NFT 90 101)	300	260
Azote Global (1)	15	12
Nitrite en mg de NO ₂ (1)	1,5	1,2
Phosphore Total (NFT 90 023)	7	6
Chlorures	600	600
Sulfates	100	100

(1) Suivant NF-EN ISO 25.663 pour la NKT, NF-EN ISO 10.304 1 ou 2, 13.395 pour NO₂ avec 26.777 et pour NO₃ avec FD.T 90.045

Les prélèvements, mesures, conservation des échantillons et analyses sont réalisés conformément à la normalisation en vigueur, lorsqu'elle existe.

3.3 - Eaux domestiques

Les eaux domestiques, notamment vannes et sanitaires, sont traitées conformément à la réglementation en vigueur et notamment par rapport à l'arrêté ministériel du 6 mai 1996.

3.4 - Eaux pluviales

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine seront évacuées par un réseau spécifique et pourront être rejetées directement dans le milieu récepteur.

Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockages, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution, un réseau de collecte spécifique est aménagé et raccordé à des capacités de confinement susceptibles de retenir le premier flot de ces eaux pluviales.

Les eaux pluviales notamment recueillies sur :

- ☞ le parking des voitures légères,
- ☞ le parking poids lourds,

↳ l'aire de manœuvre des poids lourds et le parc de stockage de vieux papiers, sont raccordées à des séparateurs d'hydrocarbures.

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si nécessaire traitement afin de respecter les conditions suivantes :

- pH compris entre 5.5 et 8.5 ;
- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;
- l'effluent ne dégage aucune odeur ;
- teneur en matières en suspension inférieure à 35 mg/l, conformément à la norme NFT 90-105 ;
- teneur en hydrocarbure inférieure à 10 mg/l, conformément à la norme NFT 90-114 ;
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 125 mg/l, conformément à la norme NFT 90-101 ;
- demande biologique en oxygène sur effluent non décanté (DBO₅) inférieure à 30 mg/l, conformément à la norme NFT 90-103.

Les eaux pluviales rejetées directement au milieu naturel devront présenter une qualité au moins équivalente.

V.4 - Surveillance des rejets aqueux et de leur impact

4.1 - Principes

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, dans les conditions définies par le présent arrêté.

L'exploitant s'assure régulièrement du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse, ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées.

Il fait procéder au moins annuellement aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre de cette autosurveillance par un organisme extérieur agréé par le ministère de l'environnement.

Les résultats des mesures d'autosurveillance du trimestre sont transmis dans la quinzaine suivante à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les dépassements éventuellement constatés, ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

4.2 - Modalités de surveillance des rejets

L'autosurveillance à la sortie de la station d'épuration comportera au minimum les opérations suivantes :

- mesure en continu du débit de sortie
- constitution au moins une fois par semaine d'un échantillon moyen 24 h et analyse de la concentration en MES, DCO, NH₄, P, NKT, NO₃ et la mesure du pH ainsi qu'une détermination mensuelle de la concentration en DBO₅, NKT, NO₂, chlorures et sulfates.

TITRE VI - PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

VI.1 - Evacuation - Diffusion

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans l'atmosphère. Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.

VI.2 - Cheminée - Dispositif de prélèvement

Sur chaque canalisation de rejet d'effluent sont prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme NFX 44.052.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

VI.3 - Emissions diffuses - Poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions suivantes, ou des dispositions équivalentes, visant à prévenir les envois de poussières et matières diverses sont mises en œuvre :

- ⇒ les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- ⇒ les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation.

VI.4 - Odeurs

Les dispositions adaptées sont prises afin d'éviter en toute circonstance, à l'exception des traitements anaérobie, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement ainsi que dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues, susceptibles d'émettre des odeurs doivent être couverts autant que possible et si besoin ventilés.

Les conditions de fonctionnement de la torchère et le réglage de combustion du gaz biologique issu de la station d'épuration des eaux résiduaires font l'objet de consignes particulières en vue d'éviter des dégagements de mauvaises odeurs.

VI.5 - Bilan environnement - Gaz à effet de serre

Un bilan des émissions des gaz à effet de serre émis sur l'ensemble du site est établi annuellement et transmis à l'inspection des installations classées. Ce bilan porte sur les émissions suivantes.

TITRE VII - GESTION ET ELIMINATION DES DÉCHETS

VII.1 - Organisation générale

1.1 - Plans d'élimination des déchets

L'élimination des déchets industriels spéciaux respecte les orientations définies dans le plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux approuvé par arrêté préfectoral du 1^{er} février 1996.

L'élimination des déchets industriels banals respecte les orientations définies dans le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés approuvé par arrêté préfectoral du 7 décembre 1995.

1.2 - Principes généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée et ses textes d'application.

A cette fin, il se doit de limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres.

Il se doit également de :

- trier, recycler, valoriser ses déchets de fabrication ;
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets non valorisés, notamment par voie physico-chimique, détoxification ou voie thermique, de préférence avec valorisation énergétique ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage techniquement adapté.

Ces opérations sont réalisées dans des installations dûment autorisées à cet effet au titre de la loi n° 76.663.

L'épandage des déchets ou des effluents est interdit.

Les déchets industriels spéciaux ultimes sont éliminés dans les conditions prévues par les arrêtés ministériels du 18 décembre 1992 relatifs au stockage de certains déchets industriels spéciaux ultimes et stabilisés.

Les emballages industriels sont éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballage dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

Les huiles usagées sont éliminées conformément aux dispositions du décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 modifié.

VII.2 - Modalités de gestion et d'élimination des déchets

2.1 - Prévention de la production de déchets

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de recyclage et de valorisation techniquement et économiquement possibles dans le respect des intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi n° 76-663.

Les déchets désignés à l'article 2.6 du présent titre ne doivent pas être produits dans des quantités supérieures aux maxima fixés dans le tableau défini dans cet article.

2.2 - Conditionnement des déchets

Les déchets peuvent être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment), sous réserve que :

- ⇒ il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage ;
- ⇒ les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet.

Les déchets conditionnés en emballages sont entreposés sur des aires couvertes et ne peuvent être gerbés sur plus de 2 hauteurs.

Pour les déchets industriels spéciaux, l'emballage porte systématiquement des indications permettant de reconnaître les dits déchets.

Les déchets ne peuvent être entreposés en cuves que si celles-ci sont exclusivement affectées à cet effet. Ces cuves sont identifiées et respectent les règles de sécurité générales applicables à l'établissement.

Les déchets ne peuvent être entreposés en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Toutes les précautions sont prises pour limiter les envois.

2.3 - Entreposage interne de déchets

Les installations internes d'entreposage de déchets respectent les règles générales de sécurité et de prévention du présent arrêté.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne devra pas dépasser, sauf cas de force majeure, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

Toutes précautions sont prises pour que :

- ↳ les dépôts soient tenus en état constant de propreté ;
- ↳ les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs) ;
- ↳ les dépôts ne soient pas à l'origine d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, ou d'une pollution des sols : à cet effet, l'entreposage de déchets est réalisé sur des aires dont le sol est imperméable et résistant aux déchets qui sont déposés. Ces aires sont bordées de murettes conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible couvertes ;
- ↳ les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs.

2.4 - Transport des déchets

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant s'assure lors du chargement que le conditionnement ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations particulières en vigueur.

2.5 - Traitement des déchets

Le traitement des déchets est effectué conformément aux principes généraux définis à l'article 1.2 du présent titre.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

Les déchets industriels spéciaux dont la nature peut être source d'atteintes particulières pour l'environnement font l'objet de traitements spécifiques limitant tout risque de pollution sur le milieu récepteur.

Les emballages souillés par des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions ne pouvant être réemployés ou nettoyés, sont éliminés comme des déchets industriels spéciaux.

Au plus tard en juillet 2002, les déchets industriels banals non ultimes ne pourront plus être éliminés en décharge. Dans cette perspective, le tri de tels déchets devra être privilégié en vue d'une valorisation.

2.6 - Niveaux minima de gestion des déchets

Le niveau de gestion d'un déchet est défini selon la filière d'élimination utilisée pour ce déchet :

- | | |
|-------------------|--|
| <i>Niveau 1 :</i> | Valorisation matière, recyclage, régénération, réemploi |
| <i>Niveau 2 :</i> | Traitement physico-chimique, incinération avec ou sans récupération d'énergie, co-incinération, évapo-incinération |
| <i>Niveau 3 :</i> | Élimination en centre de stockage de déchets ménagers et assimilés ou en centre de stockage de déchets industriels spéciaux ultimes stabilisés |

En cas de transit, regroupement ou pré-traitement, la filière correspondant à l'élimination finale détermine le niveau de gestion.

Les niveaux de gestion admis pour les déchets suivants sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

Code	Déchets	Production (t/an)	N.T.(1)
20 01 03	Plastiques	5000	1 ou 2 ou 3
20 01 07	Palettes	170	1
20 01 05	Fils de fer	50	1
20 01 05	Ferrailles	50	1
10 01 04	Suies	16	1 ou 2 ou 3
13 01 00	Huiles	4	1
09 01 08	Clichés	2,5	1 ou 2
19 08 04	Boues	200	1
20 03 01	DIB	30	1 ou 2 ou 3

(1) Niveau de traitement

En cas de défaillance d'une filière d'élimination, une autre filière de niveau admis devra être utilisée.

2.7 - Veille technologique

L'exploitant réalise dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté une étude technico-économique des solutions alternatives de gestion de chacun de ses déchets en vue de limiter sa production à la source et d'améliorer son niveau de gestion défini ci-dessus. L'exploitant justifie la filière d'élimination retenue pour chaque déchet.

Cette étude doit être actualisée au minimum tous les 3 ans.

Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

VII.3 - Documents relatifs à la gestion des déchets

3.1 - Procédure de gestion des déchets

L'exploitant organise, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.2 - Dossiers relatifs aux déchets spéciaux

Pour chaque déchet industriel spécial, l'exploitant établit une fiche d'identification du déchet, régulièrement tenue à jour et comportant les éléments suivants :

- le code du déchet selon la nomenclature ;
- la dénomination du déchet ;
- le procédé de fabrication dont provient le déchet ;
- son mode de conditionnement ;
- le traitement d'élimination prévu ;
- les caractéristiques physiques du déchet (aspect physique et constantes physiques du déchet) ;
- la composition chimique du déchet (compositions organique et minérale) ;
- les risques présentés par le déchet ;
- les réactions possibles du déchet au contact d'autres matières ;
- les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable.

L'exploitant tient, pour chaque déchet industriel spécial, un dossier où sont archivés durant au moins trois ans :

- ⇒ la fiche d'identification du déchet et ses différentes mises à jour ;
- ⇒ les résultats des contrôles effectués sur les déchets ;
- ⇒ les observations faites sur le déchet ;
- ⇒ les bordereaux de suivi de déchets industriels renseignés par les centres éliminateurs.

3.3 - Enregistrement des enlèvements de déchets

Pour chaque enlèvement de déchets, les renseignements minimum suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, ...) et archivé au moins trois ans par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature ;
- dénomination du déchet ;
- quantité enlevée ;
- date d'enlèvement ;
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé ;
- destination du déchet (éliminateur) ;
- nature de l'élimination effectuée.

3.4 - Bilan annuel

Par grands types de déchets, un bilan annuel précisant les quantités de déchets produites, le taux de valorisation et les modalités d'élimination est effectué et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pendant au moins 5 ans.

TITRE VIII - PRÉVENTION DES ÉMISSIONS SONORES

VIII.1 - Prescriptions génériques

1.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'exploitation et l'entretien des installations afin que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

1.2 - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement sont conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

1.3 - Appareils de communication

L'usage d'appareils de communication par voie acoustique gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

VIII.2 - Valeurs limites d'émergence et de niveau acoustique

Les émissions sonores de l'établissement sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif à la limitation des bruits émis par les installations classées modifié par l'arrêté ministériel relatif à l'industrie papetière du 6 janvier 1994.

En particulier, elles n'engendrent pas une émergence supérieure à 5 dB(A) pour les périodes de 6 h 30 à 21 h 30. Cette valeur de 5 dB(A) est ramenée à 3 dB(A) pour les périodes allant de 21 h 30 à 6 h 30 ainsi que le dimanche et les jours fériés.

Les niveaux sonores en limite de propriété de l'établissement ne dépassent pas les valeurs suivantes :

- 60 dB(A) pour la période allant de 6 h 30 à 21 h 30 sauf dimanches et jours fériés ;
- 50 dB(A) pour la période allant de 21 h 30 à 6 h 30 ainsi que les dimanches et jours fériés.

VIII.3 - Vérification des valeurs limites

L'exploitant fera réaliser à ses frais selon une périodicité quinquennale, par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées, une mesure des niveaux sonores de son établissement permettant d'apprécier le respect des valeurs limites réglementaires, en période de fonctionnement représentative de l'activité des installations.

TITRE IX - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

IX.1 - Installation de combustion

A. Nouvelle chaufferie

1.1 - Caractéristiques

La chaufferie est équipée de deux générateurs consommant exclusivement du fioul à basse teneur en soufre (BTS) ou du gaz naturel d'une puissance unitaire de 16 MW soit 32 MW au total.

Le matériel devra être adapté au combustible utilisé.

1.2 - Généralités

Les dispositions de l'arrêté du 20 juin 1975 relatives à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie sont applicables à la chaufferie. Les chaudières sont de plus soumises aux dispositions du titre IV de l'arrêté du 27 juin 1990 relatif à la limitation des rejets atmosphériques des grandes installations de combustion et aux conditions d'évacuation des rejets des installations de combustion

1.3 - Conditions d'évacuation des gaz de combustion à l'atmosphère

Le rejet des gaz de combustion est effectué de manière contrôlée par l'intermédiaire de deux cheminées de hauteurs minimales égales à 38,5 m.

1.4 - Rejets

Les valeurs limites d'émission sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

Combustible	Polluants	Concentration (mg/Nm ³)	Flux (kg/h)
Fioul lourd n° 2 BTS	SO _x en équivalent SO ₂	3300	110
	NO _x en équivalent NO ₂	500	16
	Poussières	100	3,50
Gaz naturel	SO _x en équivalent SO ₂	35	1
	NO _x en équivalent NO ₂	150	5

Le débit des gaz de combustion est exprimé en mètre cube dans les conditions normales de température et de pression (273 K et 101300 Pa). Les limites de rejet en concentration sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/m^3) sur gaz sec, la teneur en oxygène étant ramenée à 3% en volume.

La vitesse d'éjection des gaz de combustion, en marche continue maximale sera supérieure à 9 m/s.

1.5 - Implantation, aménagement

Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. Ils sont installés de plain-pied et en rez-de-chaussée d'un bâtiment qui leur est uniquement réservé. Ce bâtiment n'est pas surmonté de locaux occupés par des tiers, habités ou à usage de bureaux ou contiguës à de tels immeubles.

Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables.

La chaufferie est notamment implantée à plus de :

- 10 m de tout autre bâtiment et des locaux de la papeterie proprement dite
- 20 m du dépôt de fuel
- 50 m des limites de propriété.

Toute modification ou projet de modification de l'environnement à moins de 50 m de la chaufferie devra être signalée sans délai au préfet avec les éléments d'appréciation.

Les parois et la toiture de la salle de contrôle sont construites en matériaux incombustibles. Elle dispose de 2 issues dont une au moins donnant vers l'extérieur. Les portes intérieures sont munies d'une ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. Les locaux sont conçus de manière à limiter les effets à l'extérieur du local d'une explosion éventuelle (événements, parois de faible résistance...).

Les installations électriques sont réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail. Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur doivent permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours qui doit être conçu pour fonctionner en atmosphère explosive.

Les matériels électriques doivent être conformes aux dispositions de l'alinéa 13.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des Installations classées pour la protection de l'environnement susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables à l'établissement.

Ces installations doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.

Il ne sera stocké dans les locaux de la chaufferie aucune matière combustible liquide, solide ou gazeuse.

1.6 - Accès

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours, elle est desservie par une voie-engin sur au moins une face.

Un espace suffisant doit être aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, ne doivent pas avoir libre accès aux installations nonobstant les dispositions prises en application du 1^{er} alinéa.

1.7 - Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques) qui la concerne. Ce risque est signalé.

1.8 - Ventilation

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux seront convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive. La ventilation doit assurer, en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en partie haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

1.9 - Alimentation en combustible

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- ⇒ dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances,
- ⇒ à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz, une redondance étant assurée par la présence d'au moins deux capteurs, et à un pressostat dont le seuil doit être aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide doit comporter un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manoeuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

1.10 - Exploitation, entretien

L'exploitation et la surveillance des installations doivent se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation. La personne désignée vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

Par dérogation aux dispositions ci dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise pour les générateurs de vapeur ou d'eau surchauffée lorsqu'ils répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1993 relatif à l'exploitation sans présence humaine permanente ainsi que les textes qui viendraient s'y substituer ou le modifier.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité.

Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation, les vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

La présence de matières dangereuses ou combustibles à l'intérieur des locaux abritant les appareils de combustion est limitée aux nécessités de l'exploitation.

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité de combustibles consommés.

1.11 - Contrôle de la combustion

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation. Ils sont en particulier munis d'un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation devra être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent, conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980.

1.12 - Détection de gaz

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux exploitées sans surveillance permanente. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des dangers présentés. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit.

1.13 - Emplacements présentant des risques d'explosion

Les matériels électriques, visés dans ce présent article, doivent être installés conformément à l'arrêté du 19 décembre 1988 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques sur les emplacements présentant des risques d'explosion.

Les canalisations ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation de flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

1.14 - Interdiction des feux

En dehors des appareils de combustion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un permis de feu. Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

1.15 - Permis de feu - permis de travail

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation du risque (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits,...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de travail et éventuellement d'un permis de feu et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le permis de travail et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière doivent être visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.

Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de travail et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

1.16 - Consignes

Les consignes de sécurité et d'exploitation sont portées à la connaissance du personnel. Elles sont régulièrement mises à jour.

1.17 - Moyens d'extinction

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués :

- ⇒ des extincteurs portatifs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Leur nombre est déterminé à raison de deux extincteurs de classe 55B au moins par appareil de combustion, les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés. Ils sont accompagnés d'une mention « NE PAS UTILISER SUR FLAMME GAZ ».
- ⇒ une réserve d'au moins 0,1m³ de sable maintenu meuble et sec et des pelles,
- ⇒ des extincteurs automatiques sur les brûleurs dont le déclenchement doit interrompre automatiquement l'alimentation en combustible,

indépendamment des matériaux et moyens généraux de l'usine en matière de lutte contre l'incendie.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

1.18 - Surveillance des rejets

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Les concentrations et quantités de polluants rejetés à l'atmosphère sont mesurées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les appareils de mesure sont vérifiés et entretenus aussi souvent que nécessaire.

Les rejets de poussières sont évalués en continu.

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des matériels d'analyses et de la représentativité des analyses, l'exploitant fait réaliser annuellement, par un organisme agréé, un contrôle quantitatif et qualitatif des différents rejets atmosphériques de son établissement qui portera sur le débit, la teneur en : O₂, CO₂, SO₂, NO₂ et poussières.

Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'évaluation en continu des poussières ainsi que la mesure annuelle du SO₂ et des poussières n'est pas exigée lorsque le combustible consommé est exclusivement du gaz naturel.

B. Dispositions transitoires

La chaudière d'une puissance de 10 MW autorisée par arrêté préfectoral du 4 octobre 1983 sera mise à l'arrêt définitif dès la mise en exploitation industrielle de la 2^{ème} chaudière de 16 MW objet de la présente demande d'autorisation.

La chaudière de 10 MW continuera entre temps d'être aménagée et exploitée conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1983 et ne pourra pas être exploitée simultanément qu'avec une seule chaudière de 16 MW de la nouvelle chaufferie.

IX.2 - Stockage de bobines de carton, plaques semi-finies et produits finis

Les bâtiments abritant ces dépôts ont une hauteur inférieure à 10 m. Ils sont aménagés et exploités conformément aux dispositions de l'instruction ministérielle du 4 février 1987 relative aux entrepôts.

Il n'y est en particulier stocké aucun produit présentant des risques d'explosion, de liquides inflammables ou de matières dangereuses tels que définis en introduction du chapitre 1^{er} de cette instruction de 1987.

Ces locaux sont séparés du secteur de la papeterie par un couloir de 4 à 8 m de largeur délimité par des murs coupe-feu. Ils sont cantonnés en partie haute et protégés par un réseau de détection et d'extinction automatiques d'incendie

Le sol du bâtiment de stockage des produits finis est aménagé pour former une capacité de rétention d'eau minimum 900 m³.

Les eaux d'extinction d'incendie du bâtiment de la cartonnerie doivent pouvoir être dirigées vers une capacité de rétention adaptée telle que notamment celle du parc de vieux papiers.

IX.3 - Dépôt de vieux papiers

Ce dépôt est constitué de 4 blocs de 1 000 t maximum chacun, séparés par des allées d'au moins 10 m de largeur. Le sol du dépôt est étanchéifié et forme une capacité de rétention d'eau pluviale ou d'incendie de 1 500 m³.

Les balles de papier ne seront pas stockées à moins de :

- 22 m de la limite de propriété Nord
- 19 m de la limite de propriété Est.

La hauteur de papier ne devra pas dépasser 4 m de manière générale et 2 m pour la première rangée de balles en périphérie Nord et Est.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont notamment :

- une borne du réseau public situé à moins de 30 m
- un canon à eau branché sur le réseau sprinkler.

Un soin particulier est apporté au bon état de propreté du dépôt et de ses abords. Les papiers éventuellement envolés sont régulièrement ramassés.

Les allées devront être maintenues exempt de tout papier.

En cas de dégagement d'odeurs, de pullulation d'insectes ou de présence de rongeurs, les mesures appropriées seront mises en œuvre sans délai.

Il est ceinturé par une voie de circulation.

IX.4 - Dépôt de palettes

Le dépôt est séparé en deux zones de 1 500 m² unitaire.

Il est desservi par deux ponts sur l'Avre et ceinturé par un chemin carrossable de largeur suffisante permettant en cas d'incendie la circulation et l'accès des secours. Des chemins de largeur suffisante permettront l'accès dans les diverses sections du dépôt.

La hauteur des tas de palettes devra être compatible avec la stabilité des empilements, la nature et les caractéristiques du matériel de manutention. Elle ne devra en aucun cas dépasser 6m.

Une attention particulière sera portée à la stabilité des piles. En cas d'inclinaison ou de désordre dans l'alignement vertical d'une pile celle-ci sera sans délai réduite en hauteur et stabilisée.

Les palettes ne seront pas stockées à moins de 10 m des limites de propriété.

Il ne sera stocké dans ce dépôt que des palettes en bon état ou en instance de remise en état.

Les palettes souillées de matières susceptibles de contaminer le sol et les eaux souterraines (matières combustibles, toxiques et produits dangereux ou solubles) ne seront pas admises dans le dépôt et seront, en l'attente de leur évacuation, entreposées sur une aire étanche et protégée des intempéries.

Les déchets de bois et divers résultant de l'activité de réparation des palettes seront stockés séparément et régulièrement évacués.

Outre les extincteurs, au moins un point d'eau permanent, équipé de tuyaux et de lances à incendie est installé à l'entrée de la zone de dépôt.

IX.5 - Système d'aspiration pneumatique des broyeurs de papiers et cartons

Les effluents atmosphériques issus du séparateur rotatif sont dépoussiérés préalablement à leur rejet à l'atmosphère, dans les conditions suivantes :

- Débit maximal : 64 000 Nm³/h
- Hauteur minimale du conduit de rejet : 15 m
- Vitesse minimale d'éjection : 8 m/s
- Teneur maximale en poussières : 50 mg/Nm³
- Flux maximum de poussières : 3,2 kg/h.

Les normaux m³ (Nm³) correspondent à des gaz secs, à 273°K, sous une pression de 101,3 kPa et à 21% d'oxygène.

La concentration en poussières est mesurée suivant la norme NFX 44.052.

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Les concentrations et quantités de poussières rejetées à l'atmosphère sont mesurées sous sa responsabilité et à ses frais. Les appareils de mesure sont vérifiés et entretenus aussi souvent que nécessaire.

IX.6 - Conditions d'agrément pour la valorisation des déchets d'emballage

6.1.

Lors de la prise en charge des déchets d'emballage d'un tiers, un contrat écrit sera passé avec ce dernier en précisant la nature et la quantité des déchets pris en charge. Ce contrat devra viser cet agrément et joindre éventuellement ce dernier en annexe. De plus, dans le cas de contrats signés avec un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement sera délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

6.2.

Dans le cas où la valorisation nécessite une étape supplémentaire dans une autre installation agréée, la cession à un tiers se fera avec signature d'un contrat similaire à celui mentionné au point 6.1. Si le repreneur est exploitant d'une installation classée, le pétitionnaire s'assurera qu'il bénéficie de l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballage pris en charge. Si le repreneur exerce des activités de transport, négoce, courtage, le pétitionnaire s'assurera que ce tiers est titulaire d'un récépissé de déclaration pour de telles activités.

6.3.

Pendant une période de 5 ans devront être tenus à la disposition des agents chargés du contrôle du respect du décret du 13 juillet 1994 :

- les dates de prise en charge des déchets d'emballage, la nature et les quantités correspondantes, l'identité des détenteurs antérieurs, les termes du contrat, les modalités de l'élimination (nature des valorisations opérées, proportion éventuelle de déchets non valorisés et leur mode de traitement) ;
- les dates de cession, le cas échéant, des déchets d'emballage à un tiers, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers, les termes du contrat et les modalités d'élimination ;
- les quantités traitées, éliminées ou stockées, le cas échéant et les conditions de stockage ;
- les bilans mensuels ou annuels selon l'importance des transactions.

6.4.

Tout projet de modification significative de l'activité du titulaire ou des moyens qu'il met en œuvre sera porté à la connaissance du préfet, préalablement à sa réalisation.

IX.7 - Franchissement de l'Avre - Servitudes d'entretien - Fonctionnement de la zone humide

7.1 - Renforcement du pont du parc à palettes

Les caractéristiques du renforcement de cet ouvrage seront préalablement communiqués au service de la police des eaux avec l'ensemble des éléments d'appréciation quant à l'impact sur la rivière et l'écoulement des eaux.

7.2 - Servitudes d'entretien

Les modalités de construction, d'implantation et d'aménagement des installations devront permettre de maintenir un accès suffisant pour les opérations d'entretien des berges et du lit de l'Avre au droit du site de l'usine.

Un espace de 4 m de largeur minimale sera notamment préservé entre les bâtiments, dépôts et installations fixes pour la réalisation des dits travaux.

7.3 - Fonctionnement hydraulique de la Zone humide en rive droite de l'Avre

Une notice d'impact conforme aux dispositions de l'article 29 du décret du 29 mars 1993 pris en application de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau sera établie pour les travaux soumis à déclaration au titre de cette dernière législation dans la partie de la zone naturelle humide destinée au nouveau parking poids lourds au Sud du site sur la rive droite de l'Avre.

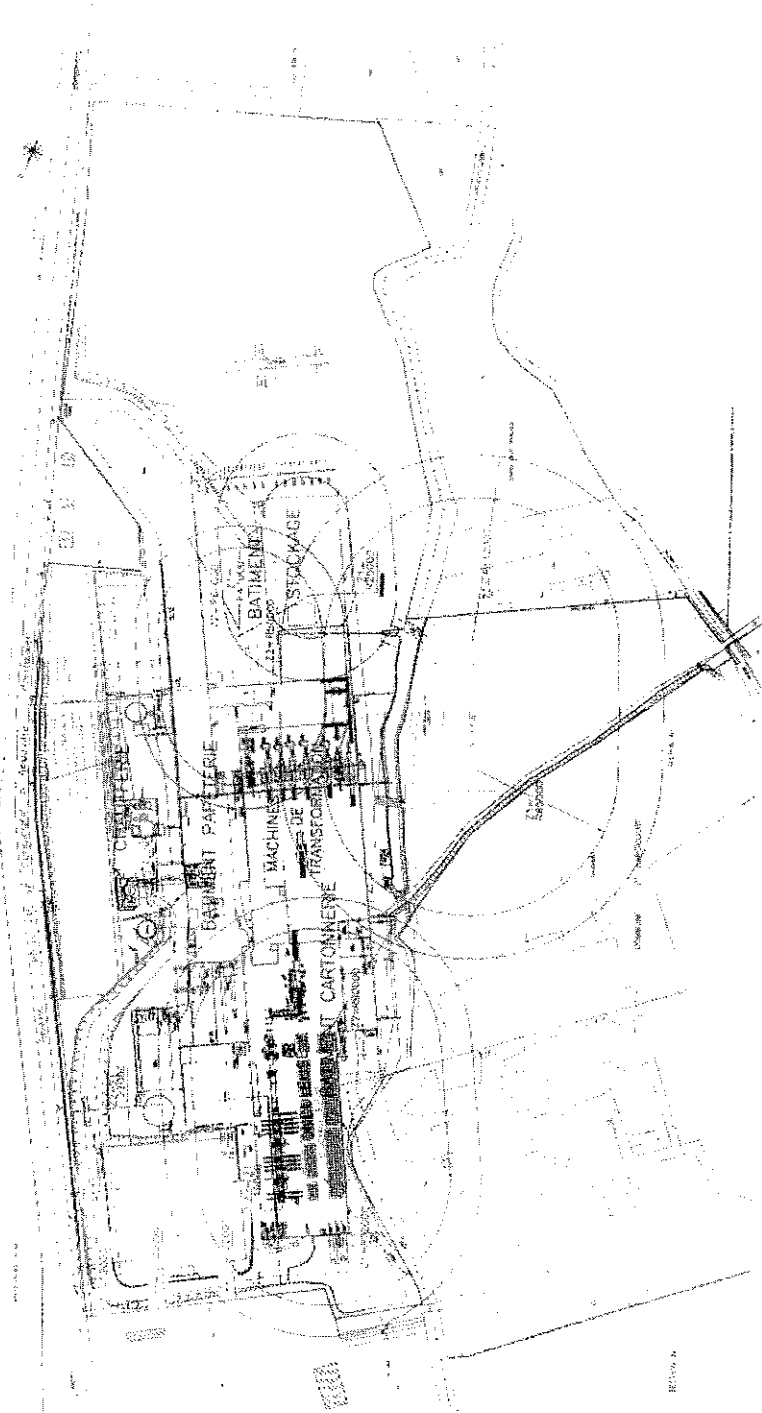
Cette notice sera adressée en triple exemplaire au préfet avant le 1^{er} mai 2000.

VU pour être annexé à
l'arrêté préfectoral du 21 février 2000

Pour le Préfet et par délégation :
L'Attaché, Chef de Bureau,


Marc COTTEAUX

Figure 3 Configuration du site des distances d'isolation



2/1/00

VU pour être annexé à
l'arrêté préfectoral du 21 février 2000

Pour le Préfet et par délégation :
L'Attaché, Chef de Bureau,

Marc COTTEAUX

